

Hayange : l'Etat ré-ouvre pour les migrants l'hôtel fermé par le Maire

écrit par Christine Tasin | 22 février 2017

Communiqué de presse

HAYANGE : L'État socialiste impose la réouverture de l'Hôtel Central dédié aux migrants.

Il y a quelques temps, j'avais pris un arrêté ordonnant la fermeture de l'Hôtel Central, situé en centre-ville, pour des raisons de sécurité.

Le propriétaire que l'on peut qualifier de marchand de sommeil, utilisait la bienveillance du gouvernement socialiste envers les migrants et demandeurs d'asile pour faire son beurre et occuper un bâtiment miteux et présentant de gros problèmes de sécurité.

Suite à cette fermeture, quelques travaux ont été faits. Mais bénéficiant des largesses de l'État et ayant obtenu des dérogations, notamment en terme d'accueil des Personnes à Mobilité Réduite, l'hôtel a pu rouvrir ce jour, outrepassant mon autorité de maire.

Que les choses soient bien claires. Je ne me rendrai jamais complice de cette prise en otage des pouvoirs publics.

Je ne peux que déplorer la rapidité d'action du gouvernement en ce qui concerne les demandeurs d'asile quand des centaines de familles françaises attendent d'être relogées dans des logements décents.

Sur Hayange, nous avons déjà le foyer ADOMA (anciennement

AMLI), dont la plupart des occupants sont des hommes seuls et dont la majorité vient de pays qui ne sont plus en guerre depuis des années. Je rappelle à ce titre que l'agresseur au coup de poing américain du chauffeur du réseau Citéline le mois dernier était un jeune albanais, résident de ce foyer, récidiviste. Je rappelle également que 83% (chiffres 2015) de ces demandes d'asile sont rejetées, sans que les bénéficiaires ne soient reconduits à la frontière. Le contribuable français continuant, bien sûr, à financer l'accueil de ces populations.

Où sont les maires moralistes des alentours pour les accueillir ? Hayange peine à retrouver une attractivité, à se rénover et accomplit déjà sa part en termes d'accueil de ces populations.

Lorsque je demandais un renforcement des effectifs de la Police Nationale, que j'alertais sur la dépréciation des services publics, que je luttais pour la réouverture d'un service d'urgences à l'hôpital de Hayange, on me répondait que l'État n'avait plus de moyens.

Je constate, et je ne suis pas le seul, que lorsqu'il s'agit de subvenir aux besoins de populations étrangères, le gouvernement socialiste est capable de mobiliser et de débloquer des fonds (à hauteur de 30 000€ par mois). Je constate amèrement qu'il perdure dans sa volonté de faire passer les autres avant les nôtres.

J'invite donc tous les citoyens qui n'acceptent plus de payer et de subir ces décisions d'en prendre note et leur donne rendez-vous lors des prochaines échéances électorales.

Fabien ENGELMANN, Maire de Hayange, Conseiller Régional Grand Est